



HAL
open science

Gérer la vieillesse dans les familles transnationales. Ethnographies comparées Équateur/Soudan

Polina Palash, Ester Serra Mingot

► **To cite this version:**

Polina Palash, Ester Serra Mingot. Gérer la vieillesse dans les familles transnationales. Ethnographies comparées Équateur/Soudan. Espaces et sociétés (Paris, France), 2020, 178 (3), pp.121-136. 10.3917/esp.178.0121 . hal-02943376

HAL Id: hal-02943376

<https://amu.hal.science/hal-02943376>

Submitted on 19 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Polina Palash

Aix Marseille Univ. CNRS, TELEMMe, Aix en Provence, France.

Maastricht University, Society Studies, Maastricht, The Netherlands.

Ester Serra Mingot

Maastricht University, Society Studies, Maastricht, The Netherlands.

Aix Marseille Univ. CNRS, TELEMMe, Aix en Provence, France.

Gérer la vieillesse dans les familles transnationales. Ethnographies comparées Soudan / Equateur

Résumé:

La migration et la protection sociale sont souvent un projet familial, dans lequel les liens transnationaux s'étendent sur plusieurs endroits. Pour comprendre comment les migrants et leurs familles organisent leur protection sociale, il faut collecter des données à la fois dans leurs pays d'origine et de destination, afin d'observer la circulation multidirectionnelle des personnes et des ressources. La méthodologie ethnographique multi-située avec un échantillon connecté nous permet de comprendre les logiques et pratiques liées à la protection sociale transnationale des migrants et leurs familles. L'article s'appuie sur des données recueillies dans le cadre de deux études ethnographiques multi-situées auprès de deux populations de migrants différentes, équatorienne et soudanaise, dans différents pays européens et de leurs familles dans leurs pays d'origine. L'article se concentre sur les ajustements de vieillesse des familles transnationales, en montrant comment les contextes spécifiques et les normes socioculturelles déterminent la manière dont ces familles organisent leur protection sociale au-delà des frontières.

Mots-clés : ethnographie multi-située, échantillon connecté, familles transnationales, protection sociale transnationale

Managing old-age in transnational families. Comparative ethnographies Sudan / Ecuador

Abstract:

Migration and social protection are often a family project, whereby transnational ties span across multiple locations. To understand how migrants and their families organize social protection, it is important to collect data both in origin and destination countries, to observe multidirectional circulation of people and resources. A multi-sited matched-sample ethnography allows us to understand the logics and practices linked to the transnational social protection of migrants and their families. This article draws on data collected in two multi-sited ethnographies with two different migrant groups, Ecuadorians and Sudanese, in different European countries and with their families in the origin countries. The article focuses on the old-age arrangements of transnational families and shows how the specific contexts and sociocultural norms shape how these families organize their social protection across borders.

Key words: multi-sited ethnography, matched sample, transnational families, transnational social protection

Gestionar la vejez en familias transnacionales. Etnografías comparativas Sudán / Ecuador.

Resumen:

La migración y la protección social son a menudo un proyecto familiar, en el que los lazos transnacionales se extienden a través de múltiples localidades. Para comprender cómo los migrantes y sus familias organizan la protección social, es importante recopilar datos tanto en los países de origen como en los de destino, para observar la circulación multidireccional de personas y recursos. Una etnografía multi-localizada muestras pareadas nos permite comprender las lógicas y prácticas relacionadas con la protección social transnacional

de los migrantes y sus familias. Este artículo se basa en datos recopilados en dos etnografías multilocalizadas, con dos grupos de migrantes diferentes, ecuatorianos y sudaneses, en diferentes países europeos y con sus familias en los países de origen. El artículo se centra en los planes para la vejez de las familias transnacionales y muestra cómo los específicos contextos y las normas socioculturales determinan cómo estas familias organizan su protección social a través de las fronteras.

Palabras clave: etnografía multilocalizada, muestra combinada, familias transnacionales, protección social transnacional.

Gérer la vieillesse dans les familles transnationales. Ethnographies comparées

Soudan / Equateur

Introduction

Dans le monde globalisé actuel les systèmes de protection sociale traditionnels, conçus pour répondre aux besoins des populations sédentaires liées à un Etat-nation donné, montrent leurs limites. À ce jour, la majeure partie de la littérature traitant de la protection sociale des migrants s'est concentrée sur les difficultés d'accès des migrants individuels à la protection sociale formelle dans les pays du Nord (Avato et al., 2010). Bien que la dimension informelle de la protection sociale des migrants (comme le soutien par les réseaux sociaux ethniques ou les envois de fonds des migrants vers leur pays d'origine) ait été reconnue comme cruciale, elle a été considérée principalement pour combler les lacunes du système formel, en étant traitée principalement d'un point de vue financier (*ibid.*). Ainsi, l'attention est restée centrée sur l'individu migrant, négligeant en grande partie le rôle des familles ou du contexte d'origine.

L'approche transnationale permet de dépasser ces lacunes, en considérant les liens et les engagements aussi bien des migrants que des non-migrants (Baldassar et al., 2007 ; Mazzucato, 2011). C'est essentiel parce que, même lorsque les migrants en destination sont couverts par les systèmes de protection sociale, ceux -souvent fragiles- de leur pays d'origine au Sud exposent leurs familles à des risques, et leur droits de sécurité sociale ne sont souvent pas exportables (Avato et al., 2010). Dans cet article, nous entendons la « famille transnationale élargie » comme une unité sociale au sein de laquelle, même si les membres de la famille (parents, enfants, grands-parents et autres) ne vivent pas nécessairement ensemble sous le même toit, ils maintiennent un contact constant entre eux et sont liés par l'échange de divers services d'ordre pratique, tels que l'aide financière ou les soins (Litwak, 1959).

Plutôt que de centrer l'intérêt uniquement sur les migrants, la perspective transnationale a aussi reconnu la contribution active des non-migrants dans la prise en compte des besoins des migrants et l'importance du contexte d'origine (Mazzucato, 2011 ; Serra Mingot, 2018 ; Palash et Baby-Collin, 2018). En effet, migrants et non-migrants participent également à une série de pratiques et de stratégies qui dépassent les frontières étatiques, dans des arrangements de protection sociale transnationale («PST»), autour de différents domaines de la protection sociale comme le revenu, la santé, l'éducation, les soins et le logement (Faist et al., 2012 ; Mazzucato, 2011). Les ressources de PST englobent une combinaison de sources formelles et informelles comme l'État, le

secteur privé, le troisième secteur, ainsi que les réseaux sociaux couvrant les besoins des familles transnationales (Levitt et al., 2017).

Pour comprendre la complexité de l'organisation et de gestion de la PST, les méthodes ethnographiques sont efficaces, grâce à la proximité que cette méthode permet, pour obtenir des informations de valeur sur des questions sensibles. Cependant, pour comprendre les expériences et les pratiques de ces familles les méthodes ethnographiques conventionnelles peuvent ne pas être suffisantes (Baldassar et al., 2007). C'est pourquoi, l'ethnographie multi-située (Marcus, 1995 ; Falzon, 2009), mobilisant un échantillon connecté avec à la fois les migrants en destination et leurs membres familiaux d'origine (Mazzucato, 2008), constitue un outil méthodologique précieux pour l'analyse des logiques et pratiques des acteurs multi-localisés et des environnements spécifiques qui les façonnent.

Cet article s'appuie sur deux ethnographies multi-situées explorant les ajustements de PST, réalisées entre 2015 et 2016 autour de deux populations différentes de migrants entre plusieurs pays, respectivement des Équatoriens en Espagne et au Royaume-Uni et des Soudanais aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, et de leurs familles en Équateur et au Soudan. Pour chaque étude de cas, une telle conception de recherche permet une comparaison des ajustements de PST à partir de deux contextes de destination différents. Cette contribution développe une comparaison entre les pratiques et les logiques des familles transnationales équatoriennes et soudanaises, en se focalisant sur les ajustements et les mobilisations de ressources à un niveau transnational autour de la vieillesse, qui concernent à la fois les migrants et leurs parents âgés dans les pays d'origine.

Une approche multi-située pour étudier la protection sociale des familles transnationales

L'ethnographie multi-située permet au chercheur de considérer les deux côtés de la vie transnationale des migrants, grâce à des méthodes de recherche multi-située à la fois dans les pays d'origine et de destination (Marcus, 1995 ; Mazzucato, 2008). La recherche sur plusieurs sites vise à saisir des pratiques sociales et des connexions entre différents lieux géographiques, pour lesquels l'objet d'analyse et l'interaction avec les interrogés limités à un seul endroit présenterait un cadre partiel. Le suivi des liens, des associations et des relations est donc au cœur de cette méthode (Marcus, 1995) permettant d'étudier des unités d'analyse « non nationales » qui transcendent les frontières étatiques.

Dans un contexte globalisé, les lieux sont affectées par des mouvements mondiaux croissants de capitaux, de personnes, d'idées, de valeurs ou de lois (Cortes et Pesche, 2013). Dans ce cadre, lorsque les objets d'étude sont eux-mêmes mobiles, à savoir les migrants et les ressources qu'ils mobilisent, la mobilité des chercheurs se révèle cruciale, permettant ainsi de saisir les

pratiques et les circulations socio-spatiales s'étendant entre plusieurs lieux. Cela remet en cause les longs séjours sur le terrain qui ont caractérisé la recherche anthropologique traditionnelle (Falzon, 2009 ; Marcus, 1995). Identifier le concept relationnel de l'espace représente une nouvelle base épistémologique pour la recherche sur les migrations (Barglowski et al., 2015). Ainsi, cette méthode peut produire des données pertinentes sur les formations sociales interconnectées et mobiles comme les familles transnationales.

L'ambition d'étendre la recherche à plus d'un pays exige de prendre des décisions appropriées concernant le dilemme entre la profondeur et l'ampleur de l'information (Falzon, 2009). Ce problème peut être résolu en utilisant des échantillons connectés des « réseaux de personnes reliées entre elles à travers les frontières nationales » (Mazzucato, 2008, p. 74), qui permet une compréhension plus profonde sur les mécanismes des flux transnationaux, des relations réciproques et du rôle des environnements spécifiques. À ce jour, ces études se sont toutefois concentrées sur un seul pays d'origine et un seul pays d'accueil ; très peu d'études centrées sur les pratiques en matière de PST présentent une méthodologie de recherche considérant plus de deux pays (par exemple, Fréguin-Gresh et al., 2015 ; Serra Mingot, 2018).

Deux ethnographies multi-situées : comprendre la protection sociale des familles transnationales équatoriennes et soudanaises

Les deux ethnographies multi-situées présentées dans cet article, développées en parallèle durant la même période, font partie d'un projet de recherche plus large. Elles portaient de la même et vaste question de recherche qui visait à comprendre comment les familles transnationales en question organisaient les arrangements de PST. Pendant et après les travaux sur le terrain, la proximité ethnographique a été intégrée avec l'utilisation de la communication par internet, omniprésente dans la vie des familles transnationales depuis une quinzaine d'années (Falzon, 2009). Dans cet article, nous examinons de tels ajustements liés à la vieillesse et nous analysons, dans une perspective comparative, la manière dont ils sont influencés par les contextes et des logiques intrafamiliales et culturelles spécifiques. Les paragraphes qui suivent décrivent brièvement les particularités de chaque projet et la pertinence de ces deux cas d'étude particuliers pour l'étude de la PST.

Familles transnationales équatoriennes en Espagne, en Angleterre et en Equateur

Deux crises économiques, celle à l'origine de l'important flux d'émigration des Équatoriens à la fin des années 1990, et la récente récession mondiale de 2008, façonnent les champs migratoires et stratégies d'adaptation des familles équatoriennes. Venant principalement des zones

urbaines et avec un niveau d'éducation secondaire supérieur en Équateur, les Équatoriens font souvent face en Europe à une mobilité sociale descendante.

En Europe, l'Espagne est leur principal pays d'accueil. Ils se concentrent principalement à Madrid et Barcelone. Cependant, la crise de 2008 a déstabilisé leur processus d'installation, de naturalisation et de réunification familiale menés dans les années 2000, les exposant à au chômage, aux conséquences économiques de la bulle immobilière et aux vulnérabilités liées à la restriction du bien-être social (Iglesias et al., 2015). Cela a entraîné une reconfiguration de leur champ migratoire, avec des retours dans le pays d'origine et une migration secondaire vers d'autres destinations, telles que l'Angleterre (McIlwaine et Bunge, 2016).

Principalement concentrés à Londres, en Angleterre les migrants sont relégués dans le secteur du nettoyage (McIlwaine et Bunge, 2016). Contrairement à leurs compatriotes établis depuis les années 2000, qui ont été exclus de la couverture sociale en raison de leur statut de sans-papiers prolongé, les nouveaux venus en provenance d'Espagne sont favorisés par leur naturalisation espagnole, permettant l'accès à la protection sociale britannique. Cependant, dans le contexte des mesures relatives au Brexit, ils souffrent de restrictions de leurs droits sociaux (Mas Giralt, 2017).

Une conception de la recherche dans deux pays de destination permet de contextualiser le rôle des deux régimes de protection sociale spécifiques en Europe, avec l'Accord de sécurité sociale existant seulement entre l'Espagne et l'Équateur et dont l'impact mérite d'être analysé. En outre, les trajectoires d'intégration socio-économiques différentes des Équatoriens en Espagne et en Angleterre impactent leurs conditions et leurs pratiques de protection sociale. De plus, le flux récent de l'Espagne vers le Royaume-Uni affecte les ajustements de PST avec le contexte d'origine.

Les données abordées dans cet article font partie d'une étude sur 63 familles transnationales menée entre 2015 et 2016 auprès de migrants équatoriens à Barcelone (5 mois), Londres (mars-juillet 2016) et diverses villes en Équateur (août-octobre 2016), suivant les liens familiaux de 18 familles par un échantillon connecté. L'étude comprend 121 personnes interrogées et 85 autres membres des familles qui ont fait l'objet des observations dans les trois pays. Cet article s'appuie sur des cas emblématiques pour l'analyse.

Familles transnationales soudanaises aux Pays-Bas, au Royaume-Uni et au Soudan

La migration soudanaise vers l'Europe est un phénomène relativement récent et sous-étudié (Abusabib, 2007). Avant la fin des années 1980, seulement un petit nombre de médecins, d'ingénieurs et d'universitaires ont commencé à arriver dans les pays occidentaux, en particulier au Royaume-Uni. Ce n'est que lors du coup d'État islamiste en 1989 que l'arrivée de Soudanais a nettement augmenté, principalement en tant que réfugiés et de demandeurs d'asile. Au cours des

deux dernières décennies, de nouvelles instabilités régionales et nationales ont entraîné une augmentation des flux migratoires des Soudanais vers l'Europe (OIM, 2015). Ainsi, ils forment un groupe assez diversifié en termes de statuts juridiques (comme par exemple les migrants, les réfugiés ou encore les demandeurs d'asile) et socio-économiques¹. Cette hétérogénéité a engagé à diversifier les profils étudiés, afin d'examiner le rôle des différents statuts socio-économiques et juridiques dans les arrangements de PST entre les migrants et leurs familles dans le pays d'origine. Même si beaucoup sont arrivés en Europe avec un diplôme de l'enseignement supérieur, ils ont été confrontés à une mobilité descendante.

Trois raisons justifiaient le choix du Royaume-Uni et des Pays-Bas. Premièrement, les différents régimes migratoires et de protection sociale de ces deux pays d'accueil pourraient révéler leur impact sur les ajustements de PST des migrants. Deuxièmement, le fait que la communauté soudanaise au Royaume-Uni est plus considérable et établie depuis plus longtemps qu'aux Pays-Bas pouvait également affecter leurs stratégies de protection sociale liées aux réseaux sociaux. Troisièmement, de nombreux Soudanais résidant aux Pays-Bas ont des membres de leur famille ou des amis proches au Royaume-Uni. Cela nous a permis d'aborder les mécanismes de protection sociale entre les trois pays.

Parmi les soudanais interrogés aux Pays-Bas et au Royaume-Uni, la majorité était en situation régulière, et seulement quelques-uns d'entre eux, aux Pays-Bas, ont vu leur demande d'asile rejetée, et ont fini sans papiers pendant plusieurs années, l'accès à la protection sociale formelle, y compris la retraite, leur étant ainsi très limité (Serra Mingot et Mazzucato, 2019). Parmi les migrants en situation régulière, la plupart d'entre eux sont arrivés en Europe par le système d'asile et, après des périodes variables, sont devenus citoyens néerlandais ou britanniques, ayant droit aux prestations sociales. Plusieurs personnes interrogées au Royaume-Uni avaient immigré depuis les Pays-Bas après avoir obtenu la nationalité néerlandaise.

Les données recueillies dans le cadre de ce projet reposent sur 14 mois de travaux de terrain ethnographiques entrepris entre 2015 et 2016 auprès de migrants soudanais aux Pays-Bas (6 mois), au Royaume-Uni (4 mois) et de leurs familles au Soudan (4 mois). La recherche sur plusieurs sites inclut l'observation, des entretiens approfondis et des conversations informelles avec 21 répondants aux Pays-Bas et 22 au Royaume-Uni, ainsi que 19 échantillons connectés en lien avec des membres de leurs familles au Soudan.

¹ L'origine ethnique et la région d'origine ont été prises comme indicateur indirect des différents statuts socio-économiques.

Arrangements transnationaux autour de la vieillesse

La vieillesse est l'un des domaines-clés de la protection sociale et une question majeure pour les familles transnationales, posant des problèmes à la fois pour les migrants adultes eux-mêmes et pour leur parents âgés, en termes de vulnérabilités et besoins spécifiques de protection sociale. Contrairement aux contributions prédominantes de la littérature sur les liens et pratiques de PST des parents migrants avec leurs enfants dans les pays d'origine, il y a une lacune sur ce sujet. En se basant sur des cas emblématiques, nous allons présenter cette question organisée de manière transnationale entre plusieurs pays.

Les biens immobiliers en Équateur comme assurance

Rosa (46 ans), accompagnée de ses trois enfants, a migré à Espagne en 2005 pour rejoindre son mari, dont elle s'est séparée quelques années plus tard. À Barcelone, elle travaille dans une école maternelle privée, et auparavant, principalement dans le secteur domestique – souvent de manière informelle, ainsi qu'en Équateur – où elle avait notamment travaillé dans une boulangerie. Rosa vit avec ses enfants adolescents dans un petit appartement dans le quartier de Hospitalet de Llobregat et est le chef de famille, puisque son ex-conjoint, a fondé une nouvelle famille à Londres.

Dans la banlieue sud de Quito, grâce à l'aide de son frère et de son père, tous deux ouvriers du bâtiment, elle réaménage une propriété. *«Ma sécurité, c'est cette maison, vu comment je vais...»*. En effet, c'était sa principale sécurité, à la fois comme capital et comme toit pour le futur. En outre, avec la hausse récente des prix de l'immobilier, une fois ce projet terminé, Rosa aurait pu louer une partie de la maison, afin de disposer d'un revenu mensuel complémentaire pour *ici et là-bas* (Palash et Baby-Collin, 2018). Elle compte plus sur cet investissement que sur la retraite (en Espagne ou en Équateur) ou sur ses enfants pour assurer sa vieillesse.

Alors que dans le passé Rosa était constamment engagée dans le soutien de sa famille élargie en Équateur pour la satisfaction de leurs divers besoins, maintenant concentre ses efforts sur cet investissement, tout en cherchant à aider ses parents sexagénaires. N'ayant droit à aucune retraite, ils subsistent par les revenus de leur petite épicerie et par un travail d'appoint job les week-ends dans un terrain de sport. Entre-temps, leur santé se fragilise et les médicaments et visites privées sont coûteux. Pour leurs frais, ses parents ne peuvent certainement pas compter sur l'allocation mensuelle de l'État de 50 US \$. Les transferts d'argent de Rosa ne peuvent pas être envoyés officiellement à ses parents, au risque de perdre leur maigres prestations, ainsi Rosa les envoie via ses frères et sœurs.

Rencontrer la famille élargie de Rosa à Quito, à laquelle elle n'avait pas rendu visite depuis plusieurs années en raison de sa précarité, a révélé certaines tensions. Parlant du soutien de leur

filles, presque en pleurant, le père de Rosa nous a avoué que l'argent n'était pas suffisant pour vivre et aussi pour poursuivre avec son projet de restructuration. En dépit du fait que certains de leurs enfants, comme l'une des sœurs de Rosa, qui dans le passé, recevait son aide pour ses études, avaient maintenant une bonne situation et semblaient moins confrontés à des difficultés économiques que Rosa, qui était mère célibataire, ses parents continuaient de nourrir de fortes attentes envers leur seule fille émigrée. Malheureusement, Rosa ne pouvait pas organiser de transferts d'argent avec d'autres frères et sœurs de l'étranger, comme le faisaient notamment d'autres migrants, incluant des pays différents. Cependant, quand ses parents ne pouvaient plus être autonomes, pour leurs soins Rosa savait qu'elle pouvait compter sur ses frères et sœurs ainsi que d'autres proches de la famille élargie.

Alors que Rosa devait assurer les besoins de sa famille en Espagne et respecter ses obligations morales vis-à-vis de ses parents âgés, elle doit également penser à sa propre vieillesse pleine d'incertitudes, puisque en Espagne elle n'avait que trois années de cotisations et, en Équateur, au même titre que ses parents, elle n'en avait aucune. Sa future ressource est pour l'instant une contrainte pour sa famille, *ici et là-bas*.

La situation de Rosa liée à la vieillesse incarne celle d'autres migrants équatoriens. Leurs cotisations en Europe sont souvent compromises à cause de l'informalité du marché du travail, limitant leur droit à la retraite, que ce soit en Espagne ou en Équateur, et donc aussi l'impact de l'Accord de sécurité sociale signé entre ces deux pays². Les femmes sont particulièrement pénalisées à cet égard. D'une part, en Équateur, mis à part quelques répondants masculins privilégiés, les deux sexes ont rarement des cotisations, même s'ils travaillent sur le marché du travail formel. D'autre part, en Espagne, depuis la crise, les migrants sont confrontés à une flexibilité et une informalité accrues, particulièrement les femmes, souvent employées dans le secteur domestique.

En Angleterre, en raison de leur statut prolongé de sans-papiers, les migrants établis de longue date ont été exclus de la protection sociale et de l'emploi formel. Même régularisés et en ayant cotisé, sans un accord international de sécurité sociale, leurs droits sociaux ne peuvent pas être transférés en Équateur s'ils décident un jour de vieillir là-bas. Pour cette raison par exemple, un couple de 70 ans, qui a travaillé principalement dans le secteur du nettoyage en Angleterre et souhaite vieillir en Équateur, ne peut y passer que de courtes périodes, et est contraint de circuler

² L'Accord de Sécurité Sociale entre l'Espagne et l'Équateur implémenté en 2011 garantit la portabilité et totalisation des droits à la retraite entre les deux pays.

entre les deux pays pour ne pas perdre sa retraite hebdomadaire de 90£ au Royaume-Uni. Ceci leur permet toutefois de séjourner avec leurs enfants et leurs petits-enfants à Londres, et le reste du temps à Quito avec un de leurs fils retourné au pays. Pour les migrants récemment venus d'Espagne, les cotisations ne sont pas toujours cumulables et elles sont donc éparpillées entre les trois pays où ils ont travaillé, ce qui est source de nombreuses incertitudes (voir aussi Palash et Baby-Collin, à paraître).

En ce qui concerne les parents de migrants en Équateur, l'informalité du travail les exclut du droit à la retraite, surtout les femmes qui ont été exposées encore plus à l'informalité. Seuls certains privilégiés en bénéficient, mais le montant correspond à la moitié du panier alimentaire. Lorsqu'ils ont droit à des prestations pour personnes âgées à faible revenu, comme c'est le cas des parents de Rosa, ils risquent de les perdre s'ils reçoivent des transferts d'argent de migrants. Outre les revenus, les soins de santé constituent un autre domaine clé de la de protection sociale . En dépit des améliorations récentes et de l'accès universel à la santé reconnu formellement en Équateur, les prix des médicaments sont élevés et le système de santé publique présente des lacunes, poussant les familles à opter pour des services privés, ce qui représente une pression constante sur les migrants. En ce qui concerne les soins quotidiens des personnes âgées, ceux-ci sont principalement assurés de manière informelle par la famille élargie.

Enfin, les faibles montants des futures retraites, tant en Équateur qu'en Europe, où les migrants sont principalement employés dans des emplois peu rémunérés, ne garantissent guère les vieux jours. Les propriétés immobilières des migrants en Équateur, souvent acquises grâce aux économies accumulées en Europe, constituent une ressource importante pour les familles transnationales. Elles incarnent leur succès, permettent d'améliorer les conditions de logement des parents et d'autres membres de la famille, et représentent une sécurité matérielle pour la vieillesse des migrants, en tant qu'arrangement informel de « sécurité sociale » (Mata-Codesal, 2014). En outre, elles génèrent un revenu issu de la location d'appartements, à la fois pour couvrir les besoins des familles en Équateur et parfois pour assurer les migrants précaires en Europe à travers des « flux économiques inversés » (Palash et Baby-Collin, 2018).

Le rôle de la famille élargie en Équateur est fondamental pour assurer le suivi et la gestion des propriétés des migrants : construction, rénovation, gardiennage, administration locative. Néanmoins, comme la situation de la famille de Rosa le montre, ces investissements sont parfois en concurrence avec d'autres besoins ou attentes et peuvent entraîner des tensions sur l'affectation des ressources. Cela est influencé par la précarité des migrants dans un contexte d'austérité en Europe et de possibilités réduites de rendre visite aux familles, ce qui amplifie les dissonances. Les

capacités économiques altérées des migrants entraînent des réajustements des respectifs engagements et des relations de pouvoir entre *ici* et *là-bas* (*ibid.*).

Les enfants pour assurance vieillesse au Soudan.

Hussein, un Soudanais de 55 ans, est arrivé au Royaume-Uni pour demander l'asile en 2014. Il est venu seul, mais il envisageait de faire venir son épouse (Maida), sa mère (Nafisa) et ses enfants le plus rapidement possible. Pourtant, ses plans ne se sont pas déroulés comme prévu. Sa procédure d'asile a duré 19 mois, une période au cours de laquelle il a perçu une allocation de 36,95£ / semaine et n'a pas été autorisé à travailler, même s'il était toujours responsable de sa famille au Soudan. Lorsque le statut de réfugié lui a finalement été accordé, il a découvert que, conformément à la réglementation en vigueur sur le regroupement familial, il ne pouvait faire venir que son épouse et ses trois enfants mineurs.

Après le travail sur le terrain au Royaume-Uni, nous avons rencontré Nafisa, dans sa maison de Kalakla, à la périphérie de Khartoum. Après le départ d'Hussein, Maida et leurs cinq enfants étaient restés au domicile de Nafisa pour s'occuper d'elle. Cependant, après le décès du père de Maida, elle et ses enfants ont emménagé avec sa propre mère, laissant Nafisa seule. Malgré les souhaits de ses enfants, Nafisa a voulu rester chez elle à Kalakla, non seulement parce qu'elle y était chez elle depuis de nombreuses années, mais aussi parce que sa maison était le siège principal des parents éloignés qui se rendaient à Khartoum pour y recevoir des soins médicaux ou une éducation. Pour répondre aux souhaits de Nafisa, les deux petits-enfants Selma et Sarah ont emménagé avec elle dans le village tandis que leur mère, Muna, se rendait à Kalakla tous les week-ends pour s'assurer que Nafisa et ses filles allaient bien.

Quelque temps plus tard, nous avons rendu visite à Maida et à ses enfants dans la maison familiale à Khartoum. La maison abritait plusieurs frères et sœurs de Maida avec leurs conjoints et leurs enfants respectifs. En passant des heures au domicile de Maida, nous nous sommes rendu compte à quel point les enfants de Hussein (âgés de 11 à 19 ans) faisaient un « pèlerinage » constant entre cette maison et celle de Nafisa, pour lui tenir compagnie et l'aider dans les tâches quotidiennes. Asia, la fille aînée d'Hussein, a expliqué comment, depuis le départ de leur père, la vie s'était compliquée. En raison des coûts financiers liés aux déplacements incessants vers et depuis Kalakla et des frais de scolarité élevés dans les écoles privées fréquentées par ses jeunes frères et sœurs, ils ont dû mettre un terme à leur assurance maladie. De plus, Asia avait récemment découvert qu'elle n'avait plus le droit de poursuivre ses études. Elle avait en effet déclaré à l'université que son père était au Royaume-Uni, et, pour cette raison, elle n'avait droit à aucune bourse car, s'il était au Royaume-Uni, selon eux, il gagnait en conséquence beaucoup d'argent.

Au cours de notre travail sur le terrain en Europe, nous avons rencontré plusieurs familles confrontées à des dilemmes similaires liés à la vieillesse, suivant des normes socio-culturelles de réciprocité intergénérationnelle concernant leurs possibilités de faire circuler leurs ressources matérielles et personnelles de manière transnationale. Pour comprendre ces ajustements de PST, il est essentiel de commencer par comprendre comment la vieillesse est envisagée au Soudan, où la retraite est rarement garantie par l'État. Alors que le Soudan dispose depuis longtemps d'une caisse de retraite nationale (Social Security Administration, 2007), la réalité montre que les retraites sont rarement considérées comme des prestations. Sur la base de notre travail sur le terrain, très peu de personnes ont perçu une pension de l'État et, même dans ce cas, le montant est insuffisant pour couvrir leurs dépenses de nourriture, sans parler du logement ou des urgences médicales. Par conséquent, un soutien supplémentaire est nécessaire pour survivre.

Au Soudan, le soutien aux personnes âgées prend des formes diverses. Parfois, les parents des migrants ont occupé des emplois bien rémunérés dans le Golfe, ce qui leur a permis de gagner assez d'argent pour construire une maison. Comme le montre l'histoire d'Hussein, de nombreuses générations vivent souvent dans les maisons des grands-parents, où les responsabilités financières et les soins sont partagés entre les membres de la famille. Certains de nos répondants ont également opté pour la location d'un petit appartement dans l'enceinte de la maison familiale, ce qui constituait une source de revenu supplémentaire pour les dépenses quotidiennes. Dans certains cas, les parents des migrants ont créé une petite entreprise, qui est maintenant dirigée par un parent plus jeune, grâce à laquelle ils perçoivent des revenus mensuels. Cependant, ces arrangements ne s'appliquaient pas à toutes les familles. En fait, pour de nombreuses personnes âgées au Soudan, les envois de fonds de leurs enfants migrants sont la principale sinon la seule ressource et forme de sécurité financière, surtout en cas d'urgence liée aux soins de santé.

Le rôle des enfants en tant que principale assurance vieillesse – à la fois en termes de soins et de revenus – est profondément enraciné au Soudan. Par conséquent, il est souvent envisagé d'assurer la vieillesse en offrant aux enfants de la famille – par exemple ses propres enfants, nièces ou neveux – la meilleure éducation possible, afin qu'ils puissent à l'avenir occuper un emploi bien rémunéré leur permettant de mieux soutenir leurs parents (et d'autres parents âgés). Comme nous l'avons observé, les envois de fonds réguliers ou d'urgence, en particulier pour les soins de santé, des enfants aux parents et autres parents âgés, constituaient souvent la principale, sinon la seule, source de revenus permettant à de nombreuses familles de survivre. Ainsi, comme dans le cas

d'Hussein, il n'est pas rare que des familles modestes fassent d'énormes sacrifices financiers pour envoyer leurs enfants dans les «meilleures» écoles.

En Europe, malgré la disponibilité des retraites de l'État, pour la plupart des personnes interrogées, l'idée d'une pension de vieillesse – en tant que prestation fournie par l'État-Providence – n'est pas une préoccupation majeure. D'une part, de nombreux demandeurs d'asile doivent attendre plusieurs années avant d'obtenir le statut de réfugié et être autorisés à travailler. Ce long processus a souvent pour conséquence que les quadragénaires postulent à un emploi pour la première fois sur un marché très concurrentiel dans lequel, même si elles parviennent à trouver un emploi, leur cotisation retraite sera probablement assez faible. D'autre part, la majorité des répondants ont exprimé leur désir de vieillir au Soudan, où les rendements escomptés de l'État-Providence en termes de retraites ont beaucoup perdu de leur sens, car ni les retraites officielles néerlandaises ni les britanniques ne peuvent être transférées au Soudan. Dans cette perspective, les migrants dont la mobilité fait partie de leur vie et de leurs projets futurs peuvent être confrontés à des incertitudes quant à la sécurisation de leurs retraites formelles par le biais d'institutions géographiquement fixes. Il est donc peut-être plus prudent d'investir dans des actifs fixes, tels que les enfants, qui sont la forme d'assurance pour la vieillesse la plus courante au Soudan.

En fait, plusieurs répondants en Europe sont prêts à dépenser beaucoup de temps et d'argent pour payer des cours après l'école et permettre à leurs enfants d'obtenir d'excellentes notes et d'avoir accès aux « meilleures » universités. Comme le dit Mohamed (53 ans), un médecin soudanais au Royaume-Uni, au chômage, « *C'est mon assurance. J'investis en eux [ses enfants] maintenant.* » Donner à leurs enfants la meilleure éducation et les meilleures possibilités d'avenir était également l'une des principales raisons de la « migration de départ » (Ahrens et al., 2016). Comme l'ont indiqué plusieurs répondants, la discrimination perçue dans le système scolaire néerlandais à l'encontre des enfants issus de l'immigration, et qui entrave leur accès à l'enseignement supérieur (Serra Mingot et Mazzucato 2019), a conduit de nombreuses familles néerlandais-soudanaises à quitter les Pays-Bas, où elles avaient pourtant acquis la citoyenneté locale, pour aller au Royaume-Uni.

Ce type de réciprocité intergénérationnelle attendue, cependant, pose la question de savoir si ces enfants de la deuxième génération, issus des systèmes de protection sociale occidentaux, assureront réellement la satisfaction des besoins de leurs parents vieillissants à l'avenir, comme ces derniers l'envisagent (Mazzucato, 2008). C'est en fait une préoccupation que beaucoup de migrants soudanais adultes partagent et abordent de différentes manières, en fonction de leurs possibilités. Certaines familles emmenaient leurs enfants au Soudan pour de longues périodes de vacances et

pour participer à des événements familiaux (mariages ou funérailles par exemple) au cours desquelles ils pouvaient observer les devoirs familiaux et les normes sociales. Parfois, le devoir des migrants de s'occuper de leurs parents âgés s'est conjugué avec la socialisation de leurs enfants. Contrairement au cas d'Hussein, certains Soudanais d'Europe n'ont pas de parents au Soudan pour s'occuper de leurs parents âgés. Dans ces cas, il n'était pas rare que toute la famille revienne au Soudan. Dans un cas emblématique, Hind (40 ans), s'est rendue au Soudan avec son mari et ses deux petits-enfants des Pays-Bas pour s'occuper de sa belle-mère. En dépit des difficultés, Hind – qui est devenue la principale dispensatrice de soins – était heureuse d'avoir amené ses enfants. Comme elle nous l'a expliqué : « *Ils apprennent que les parents sont les premières personnes dont ils doivent s'occuper. Comme nous l'avons appris de nos parents, nous avons enseigné cela à nos enfants pour qu'ils sachent nous aider et qu'ils prennent soin de nous.* » (Hind, terrain au Royaume-Uni). Enfin, dans les cas où le contact en face-à-face n'était pas du tout possible, ou très sporadique, la socialisation des enfants se faisait de manière numérique. Surtout dans les cas de mères soudanaises divorcées vivant en Europe, grands-parents et oncles au Soudan appellent constamment leurs petits-enfants et neveux pour leur donner des cours sur ce qu'il faut faire et comment se comporter (Serra Mingot, 2019). Ces contrôles constants sont souvent des expériences suffocantes et difficiles à manœuvrer à la fois pour les femmes migrantes soudanaises et pour leurs enfants, ce qui aboutit parfois à un conflit plus ou moins ouvert (*ibid.*).

Discussion et conclusion

Cet article a montré l'utilité de l'ethnographie multi-située avec échantillons connectés pour étudier les processus transnationaux tels que la PST. En nous focalisant sur la sphère particulière de la vieillesse, nous avons montré l'importance des méthodes ethnographiques utilisées avec des membres de la famille transnationale pour appréhender la complexité et pour avoir un tableau plus complet des arrangements de protection sociale. La comparaison des arrangements relatifs à la vieillesse organisée de manière transnationale par ces deux types de populations, les familles équatoriennes et les familles soudanaises, est révélatrice à la fois sur le plan méthodologique et théorique. En effet, elle révèle non seulement les normes socioculturelles mais aussi les environnements spécifiques qui façonnent les pratiques de PST.

Premièrement, les deux études montrent les lacunes des régimes formels étatiques pour répondre aux besoins des personnes âgées et de leurs parents dans des contextes spécifiques. En ce qui concerne les migrants, le cas équatorien montre que cela touche également les citoyens disposant d'une double nationalité (principalement espagnole), qui peuvent bénéficier de l'accord de sécurité sociale entre l'Espagne et l'Équateur, car l'efficacité de cet instrument est mise à l'épreuve

par l'informalité du travail vécue en Espagne et en particulier en Équateur. En ce qui concerne les répondants en Angleterre, d'un côté les nouveaux venus de l'Espagne ont des cotisations fragmentées et difficilement cumulables entre les trois pays où ils ont travaillé et de l'autre côté les répondants installés depuis de nombreuses années ont leurs cotisations immobilisées au Royaume-Uni en raison de l'absence d'un accord de sécurité sociale avec l'Équateur. Dans le cas soudanais, aucun accord formel ne garantit la transférabilité des retraites versées par l'État depuis les Pays-Bas et le Royaume-Uni vers le Soudan, ce qui représente un défi important puisque de nombreuses personnes désirent vieillir au Soudan. De plus, les longues périodes d'attente pendant le processus d'asile ont amené de nombreux migrants à ne pouvoir entrer sur le marché du travail formel qu'à un âge relativement avancé et par conséquent la pension construite est souvent très minime. Le statut juridique des migrants et les régimes de protection sociale et de migration *ici et là-bas* empêchent souvent les migrants d'accéder ou de tirer parti des prestations.

En ce qui concerne les parents âgés des migrants dans les pays d'origine, les deux cas montrent qu'ils sont pour la plupart exclus des droits à pension formels. Leurs besoins en soins de santé ne sont pas suffisamment couverts par les prestataires publics, ce qui rend l'implication financière des migrants fondamentale. Toutefois, comme le montre le cas équatorien, ce soutien informel peut être entravé par la réglementation de l'État concernant les prestations, avec le risque de perte des droits et en conséquence la délégation totale de cette responsabilité sur la famille, en particulier les migrants. Cela montre aussi comment des régimes de protection sociale inadéquats peuvent parfois se heurter aux obligations morales de soutien dans les familles transnationales.

Deuxièmement, en raison des insuffisances et des lacunes en matière de couverture des systèmes officiels pour répondre aux besoins des migrants et de leurs parents, les ressources familiales informelles - parfois combinées entre plusieurs pays - sont essentielles. Pour les Équatoriens, les investissements immobiliers dans le pays d'origine constituent une ressource-clé, dont l'importance renvoie à la dimension socioculturelle (Mata-Codesal, 2014). Outre le fait qu'ils assurent un toit et un capital immobilisé, ils génèrent souvent un revenu utilisé en Équateur et même en Europe (Palash et Baby-Collin, 2018). Pour mobiliser cette ressource, les engagements des familles dans les pays d'origine sont fondamentaux. En ce qui concerne les parents de migrants, malgré les difficultés économiques auxquelles les migrants sont confrontés, les envois de fonds de l'Europe demeurent essentiels pour assurer leur subsistance et leur santé. Cela concerne aussi les Soudanais qui, contrairement aux Équatoriens, peuvent rarement se permettre d'investir dans l'immobilier au Soudan. Dans la plupart des cas, les parents des migrants possèdent déjà une maison destinée à accueillir plusieurs générations des membres de la famille. En outre, de nombreux migrants dépendent fortement des allocations, en plus des emplois informels. Même si

ces revenus sont souvent suffisants pour le migrant et sa famille nucléaire en Europe (le cas échéant), la récurrence d'urgences inattendues et très coûteuses, conjuguée à l'inflation fulgurante au Soudan, empêche de nombreux migrants d'investir de la sorte. La plupart des répondants soudanais en Europe investissent plutôt du temps et des ressources pour leurs enfants pour leur offrir les meilleures perspectives d'emploi, avec l'espoir d'être soutenus dans leur vieillesse. Les parents âgés jouent un rôle dans les arrangements de vieillesse des migrants, avec des investissements socioculturels comme les appels téléphoniques, la discipline et la sensibilisation de leurs petits-enfants aux valeurs liées aux devoirs et obligations de la famille.

Dans les deux cas, une approche multi-située sur un échantillon partiellement connecté a montré que les arrangements de PST impliquent des domaines de protection sociale interdépendants, où le rôle des pratiques de réciprocité intergénérationnelle généralisées au sein des familles transnationales est crucial. La proximité ethnographique avec des migrants et leurs familles a également révélé des tensions, entraînant parfois des dynamiques de pouvoir et de genre. Dans les familles équatoriennes, la récession a affecté la capacité des migrants d'assurer les besoins de leurs familles, ce qui entraîne un réajustement des attributions des ressources et engagements réciproques, avec un effet sur les rapports de pouvoir au niveau intrafamilial. Les investissements dans les biens immobiliers représentent un terrain propice de conflits liés aux allocations des ressources économiques. En outre, les arrangements de PST entraînent parfois des dimensions genrées, avec les femmes migrantes et les mères des migrants en Équateur plus souvent défavorisées en termes d'accès à la retraite dans leur pays d'origine et en Europe, ce qui est dû à l'informalité majeure subie sur le marché du travail. Pour les Soudanais, la capacité des femmes migrantes divorcées en Europe à élever leurs enfants seules est considérée comme problématique. L'implication excessive des parents et des frères et sœurs de ces femmes dans l'éducation de leurs propres enfants peut les perturber, d'où parfois des conflits. De même, l'idée que les soins des personnes âgées et des jeunes sont mieux effectués par les femmes aboutit parfois aussi à ce qu'elles se retrouvent surchargées.

Enfin, cette méthode de recherche innovante a aussi mis en lumière des mouvements migratoires plus complexes comme les migrations secondaires, circulaires, ou multiples, ce qui remet en question l'idée de la bipolarité des arrangements de PST normalement assumés, montrant qu'ils sont orchestrés de manière plus complexe entre plusieurs pays, ce qui ouvre de nouvelles pistes de recherche.

Bibliographie

Abusabib M (2007) Sudanese diaspora in Sweden: challenges and prospects for contribution to

- democratization and reconstruction effort in Sudan. In: Dahre UJ (ed.), *The Role of Diasporas in Peace, Democracy and Development in the Horn of Africa*, Lund: Media-Tryck Sociologen, pp. 117–122.
- Ahrens J, Kelly M and van Liempt I (2016) Free Movement? The onward migration of EU citizens born in Somalia, Iran and Nigeria. *Population, Space and Place* 22: 84–98.
- Avato J, Koettl J and Sabates-Wheeler R (2010) Social security regimes, global estimates, and good practices: the status of social protection for international migrants. *World Development* 38(4): 455–466.
- Baldassar L, Baldock CV and Wilding R (2007) *Families Caring Across Borders*. New York: Palgrave Macmillan.
- Barglowski K, Amelina A and Bilicen B (2015) Approaching Transnational Social Protection: Methodological Challenges and Empirical Applications. *Population, Space and Place* 21(3): 215–226.
- Cortes G and Pesche D (2013) Multi-sited territory. *L'Espace géographique* 42(4): 289–292.
- Faist T, Amelina A, Bilecen B, et al. (2012) *Ties That Protect? The Significance of Transnationality for the Distribution of Informal Social Protection in Migrant Networks*. SFB 882.
- Falzon Mark-Anthony (2009) *Multi-sited Ethnography. Theory, Praxis and Locality in Contemporary Research*. Falzon Mark-Anthony (ed.), Surrey: Ashgate Publishing, Ltd.
- Fréguin-Gresh S, Cortes G, Trousselle A, et al. (2015) Le système familial multilocalisé. Proposition analytique et méthodologique pour interroger les liens entre migrations et développement rural au Sud. *Mondes en développement* (172): 13–32.
- Iglesias J, Moreno G, Fernández M, et al. (2015) *La población de origen ecuatoriano en España. Características, necesidades y expectativas en tiempo de crisis*. Madrid.
- IOM (2015) *2015 Situation Report on International Migration Migration, Displacement and Development in a Changing Arab Region*. Beirut.
- Levitt P, Lloyd C, Mueller A, et al. (2017) Transnational social protection: Setting the agenda. *Oxford Development Studies*, Routledge 45(1): 2–19. Available from: <http://dx.doi.org/10.1080/13600818.2016.1239702>.
- Litwak E (1959) The use of extended family groups in the achievement of social goals: Some policy implications. *Social Problems* 7(3): 177–187.
- Marcus GE (1995) Ethnography in/of the world system: The emergence of multi-sited ethnography. *Annual Review of Anthropology* 24(1): 95–117.
- Mas Giralt R (2017) Onward migration as a coping strategy? Latin Americans moving from Spain to the UK post-2008. *Population, Space and Place* 23(3). Available from: <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/psp.2017/full>.
- Mazzucato V (2008) Simultaneity and networks in transnational migration: lessons learned from a simultaneous matched sample methodology. In: DeWind J and Holdway J (eds), *Migration and Development within and across Borders.*, Geneva: International Organisation for Migration, pp. 69–100.
- Mazzucato V (2011) Reverse remittances in the migration– development nexus: Two-way flows between

- Ghana and the Netherlands. *Population, Space and Place* 17(October 2010): 454–468.
- McIlwaine C and Bunge D (2016) *Towards visibility: the Latin American community in London*. London. Available from: www.geog.qmul.ac.uk/latinamericansinlondon%5Cnhttp://www.trustforlondon.org.uk/wp-content/uploads/2016/07/Towards-Visibility-full-report.pdf.
- Palash P and Baby-Collin V (2018) The other side of need: Reverse economic flows ensuring migrants' transnational social protection. *Population, Space and Place*.
- Palash P and Baby-Collin V (Forthcoming 2019), *Puzzling Social Protection Across Several Countries: Opportunistic Strategy or Risky Compensation? In Ryndik O., Suter B., Odden G. (ed.) Migration to and from Welfare States: Lived experiences of the welfare-migration nexus in a globalised world*, (Springer).
- Serra-Mingot E (2018) Protecting across Borders. Sudanese Families across the Netherlands, the UK and Sudan. University of Maastricht and Aix Marseille University.
- Serra-Mingot E and Mazzucato V (2019) Moving for a better welfare? The case of transnational Sudanese families. *Global Networks* 19(2): 139–157.
- Serra Mingot E and Mazzucato V (2018) Providing social protection to mobile populations: symbiotic relationships between migrants and welfare institutions. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, Taylor & Francis 0(0): 1–17.
- Social Security Administration (2007) *Social Security Programs Throughout the World: Africa, 2007*. Washington, D.C.: Social Security Administration.
- Staudacher S and Kaiser-Grolimund A (2016) WhatsApp in Ethnographic Research: Methodological Reflections on New Edges of the Field. *Basel Papers on Political Transformations*: 24–40.